



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) RAPPORT ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2012

Titre du Programme & Référence du projet

- Titre du Programme: Appui à la Promotion d'un Dialogue Inclusif et Durable en Guinée
- Réf. du Programme (*le cas échéant*):
- Numéro de référence du Projet/MPTF Office: **00080579-PBF/GIN/A-3**

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

(*le cas échéant*)

Pays/Localité : République de Guinée

Secteur/Thème(s) : Dialogue et Réconciliation

Organisations participantes

Projet exécuté conjointement par :

- **PNUD**
- **HCDH**
- **UNICEF**
- **UNESCO**

Partenaires de mise en œuvre

- ✓ Départements ministériels
- ✓ Search for Common Ground ; SFCG
- ✓ National Democratic Institute, NDI
- ✓ West Africa Network for Peace building, WANEP
- ✓ ACORD
- ✓ Direction Nationale de l'Education Civique
- ✓ CPRN

Budget du Programme/Projet (US\$)

Contribution du Fonds PBF: 1, 594,835 USD

- *PNUD* : \$ 823, 900
- *UNICEF*: \$ 240,750
- *UNESCO* : \$ 332,235

- *HCDH Guinée* : \$ 197,950

TOTAL: 1,594,835 USD

Le taux de décaissement est de 78%

Durée du Programme (mois)

Durée totale (mois): 12 mois

Date de démarrage³ (dd.mm.yyyy): février 2012

Date de clôture
(*ou date révisée*)⁴: Mars 2013

Date de clôture opérationnelle⁵: Mars 2013

Date prévisionnelle de clôture financière : Mars 2013

Evaluation du Programme

Evaluation – (*à joindre le cas échéant*)

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Evaluation à mi-parcours – (*à joindre le cas échéant*)

Oui Non Date: _ dd.mm.yyyy):

Soumis par:

- Nom: Karamo Cherif
- Titre: Expert Dialogue
- Organisation participante ("Lead Agency"):PNUD
- Adresse e-mail: karamu.cherif@undp.org

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; les liens avec le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP)

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Tels qu'approuvés par l'organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage

⁵ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

RAPPORT ANNUEL 2012

PROJET D'APPUI A LA PROMOTION D'UN DIALOGUE INCLUSIF ET DURABLE EN GUINEE

I. OBJECTIF

La poursuite et le renforcement du dialogue politique et social inclusif et durable ainsi que la consolidation de l'unité et de la réconciliation nationale, telles que déjà initiées et/ou recommandées par le projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée (ProConSoGui).

Rappel du Programme

Ce projet est une initiative visant la promotion de la réconciliation nationale et la non-violence dans la **perspective des prochaines élections législatives en Guinée ; c'est la deuxième phase d'un projet plus vaste** de Promotion du dialogue inclusif entre toutes les composantes de la société guinéenne ;

A cet égard, le projet contribuera :

- Renforcement des principaux acteurs et mécanismes existant au niveau national et local en matière de prévention des conflits et de résolution pacifique des conflits
- A la participation accrue de la population et notamment de la couche juvénile) aux discussions sur l'avenir de la Guinée grâce à la dynamisation des cadres de concertation existants
- A la poursuite et au renforcement du dialogue politique, social et inclusif durable ainsi que la consolidation de l'unité et de la réconciliation nationale, telles que déjà initiées et /ou recommandées par le projet de Promotion de la Concertation Sociale en Guinée (ProConSoGui).

Outputs du projet :

Dans cette seconde phase, le projet vise la réalisation de quatre produits majeurs :

- i. La réconciliation nationale est effective entre les guinéens
- ii. La prévention et la gestion des conflits sont prises en compte au niveau local/communautaire
- iii. L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées
- iv. Les cadres de dialogues politiques sont renforcés

Effet escompté

L'environnement socio-politique est inclusif et participe à favoriser l'enracinement du respect de l'État de Droit grâce aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits appropriés au niveau local et national

Les principaux partenaires de mise en œuvre :

- Search for Common Ground ; SFCG
- National Democratic Institute, NDI
- West Africa Network for Peace building, WANEP
- Association de Coopération et de Recherche pour le Développement, ACORD
- Conseil National de la transition, CNT
- Secrétariat Général des Affaires Religieuses, SGAR
- Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation nationale
- Direction Nationale de l'Education Civique

- Ministère de la jeunesse et de l'emploi jeunes
 - Ministère de l'enseignement pré universitaire et de l'éducation civique
- a. Fournir une brève introduction au programme / projet (un paragraphe).
 - b. Fournir une liste des principaux extrants (outputs) et résultats (outcomes) du programme tels qu'indiqué dans le document du programme.

Le présent «*projet conjoint d'appui à la promotion d'un dialogue inclusif et durable en Guinée*» est mise en œuvre dans le cadre du domaine prioritaire 1 du Fonds de consolidation de la paix, et correspond au PBF Outcome 3 de ce domaine prioritaire (Fund facilitation of political dialogue). Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Lettre d'engagements mutuels signée en septembre 2011 entre le Gouvernement guinéen et les Nations Unies, document de base de la phase II du Programme PBF en Guinée. Il est exécuté conjointement par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en Guinée (HCDH), le PNUD, l'UNESCO et l'UNICEF.

II. EVALUATION DU PROGRAMME/ RESULTATS DU PROJET

Les résultats clés réalisés par le programme :

RS1 : La réconciliation est effective entre les Guinéens : HCDH, PNUD et leurs partenaires de réalisation

Le plan de mise en œuvre du projet a été élaboré début février 2012, et un consultant international a été recruté en mars 2012, par le HCDH en lien avec le PNUD.

Le travail d'appui du HCDH à la Commission provisoire s'est déroulé plutôt dans un contexte politique extrêmement difficile : lenteur dans la prise des décisions, manque d'harmonisation et de coordination des approches/visions entre les deux co-présidents, etc.). En plus, des divergences politiques profondes actuelles sur les questions électorales minent profondément le processus de réconciliation nationale.

Cette situation a conduit à la réalisation par le HCDH d'actions préliminaires nécessaires au renforcement des capacités de la présidence de la commission :

- organisation en mai 2012 d'une journée de briefing des 2 co-présidents et de leurs collaborateurs sur le concept de réconciliation nationale et de ses enjeux et défis en Guinée ;
- appui technique constant pour le renforcement des capacités de la CPRN, notamment pour la mise en place d'un secrétariat technique ;
- appui technique et financier pour la participation des deux co-présidents de la CNPRN à un séminaire à Accra (Ghana) sur les processus de réconciliation nationale, organisé par le PBSO, courant juin 2012 ;
- implication effective de la CPRN dans l'organisation et la facilitation à Conakry, du 19 au 21 juin, d'un séminaire international d'échange d'expériences sur les enjeux, les défis et les perspectives des processus de réconciliation nationale dans les pays sortant de crise. Cette session a réuni, outre les membres de la CPRN, l'ensemble des acteurs clés impliqués dans ce processus en Guinée : gouvernement, société civile, FDS, organisations internationales et SNU. L'objectif était non seulement de clarifier le concept de réconciliation nationale et le processus de justice transitionnelle, mais aussi et surtout engager les plus hautes autorités du pays à mener à bien le processus entamé depuis l'élection du nouveau Président de la République ;
- organisation et facilitation à Conakry, du 6 au 9 novembre 2012, d'un séminaire international d'échange d'expériences sur le rôle et la responsabilité des organisations de la société civile dans un

processus de réconciliation nationale : les enjeux, les défis et les perspectives. L'objectif d'une telle activité était de permettre aux organisations de la société civile de jouer un rôle plus actif et positif dans le processus de réconciliation engagé en Guinée ;

- Plaidoyer auprès du Gouvernement, pour la mise à disposition de la CPRN d'un local-siège et d'un secrétariat technique permanent ;
- appui technique à la CPRN, depuis juin 2012, pour l'élaboration, en lien avec le Comité de Pilotage du Programme PBF, d'un projet des consultations nationales sur la réconciliation en Guinée. Les partenaires clés du Gouvernement (SNU, l'Union Européenne, ainsi que d'autres bailleurs de fonds) ont pris part à cet exercice. Ledit projet est en cours de finalisation et sera mis en œuvre courant 2013 avec l'appui du PBSO des Nations Unies.
- L'organisation de 04 espaces de concertation et de dialogues en faveur de 500 leaders traditionnels à Conakry et dans les 04 régions naturelles sur le rôle et responsabilités des sages et leaders religieux dans un processus de consolidation de la paix et de la réconciliation nationale a favorisé l'apaisement du climat social en Guinée;

**RS2 : La prévention et la gestion des conflits sont prises en compte au niveau local/communautaire :
PNUD et ses partenaires de réalisation**

- Un pacte de Convergence et de Stabilité Sociale en Guinée est élaboré et 152 acteurs nationaux issus du CNT, des Institutions républicaines, du Gouvernement, des Partenaires au développement, OSC, FDS ont été sensibilisés au Pacte en vue de son adoption et de son institutionnalisation par le CNT.
- 11 cahiers thématiques sur la prévention et la résolution pacifique des conflits par les méthodes traditionnelles sont produits et édités.
- 01 manuel de formation sur l'analyse des conflits, l'alerte précoce et la réponse rapide est élaboré et 500 exemplaires ont été distribués aux principaux acteurs locaux du pays ;
- 40 moniteurs / Points focaux identifiés et formés sur le plan sur la collecte, le traitement et l'analyse des données dans le cadre de l'alerte précoce et la réponse rapide
- 02 bulletins trimestriels d'alerte précoce sont édités et publiés
- Les capacités des principaux acteurs locaux des 33 préfectures et 5 communes urbaines de Conakry ont été renforcés à travers :
 - ✓ La tenue de 8 ateliers régionaux sur l'analyse des conflits, l'alerte précoce et la réponse rapide en faveur de 245 acteurs locaux étatiques et non étatiques;
 - ✓ L'organisation d'une série de sensibilisation en faveur de 450 personnes ressources dont 212 femmes sur la cohabitation pacifique et l'unité nationale en vue des législatives crédibles, transparentes et apaisées en Guinée;
 - ✓ La formation en Basse Guinée de 48 médiateurs citoyens dont 11 femmes sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux.
 - ✓ 01 comité de médiation sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux a été mis en place

- ✓ 10 tables rondes sur la cohabitation pacifique, rôles et responsabilités des acteurs sociaux dans la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux ont été réalisées par les acteurs locaux eux-mêmes

RS3 : L'unité nationale et la citoyenneté sont consolidées : PNUD, UNICEF, UNESCO et leurs partenaires techniques

- Les capacités des journalistes sur les notions de prévention des conflits et de la consolidation de la paix ont été renforcées à travers la tenue de :
 - ✓ *01 atelier de formation et de revue du code de bonne conduite des journalistes en faveur de 38 professionnels des medias et 01 atelier de formation en faveur de 33 producteurs et techniciens de radio sur la réalisation des émissions interactives sur la consolidation de la paix ,*
 - ✓ *14 sessions thématiques hebdomadaires sur les techniques d'animation des émissions interactives, la recherche, la collecte et le traitement de l'information, l'éthique et la déontologie du journalisme.*
- La réalisation de 38 émissions radiophoniques et télévisuelles sur la culture de la paix en français et dans 4 principales langues locales du pays ont contribué à réduire la fréquence des violences intercommunautaires dans le pays :
 - ✓ *16 spots radiophoniques, 02 spots télés,*
 - ✓ *02 émissions télévisées de théâtre participatif : TABOULE,*
 - ✓ *18 magazines radiophoniques: BARADA*
- la publication du rapport de monitoring /évaluation des médias par le Directoire de Suivi et de Veille sur le Code de Bonne Conduite des Médias a permis de renforcer le dialogue entre les professionnel des medias sur les bonnes pratiques et de favoriser l'autoévaluation par les journalistes eux-mêmes
- Organisation d'ateliers de formation à l'animation citoyenne des membres des clubs de la paix dans les huit Régions Administratives.
- Organisation de deux ateliers d'élaboration et de validation des messages de paix pour sensibiliser la jeunesse scolaire et non scolaire sur le civisme, la responsabilité et la réconciliation
- Installation de 38 Clubs de la paix équipés d'unités de sonorisation dans les 33 préfectures et les 5 Communes de Conakry afin de faciliter la vulgarisation des messages de paix, de tolérance, de rejet de toute forme de violence et de réconciliation auprès de la jeunesse scolaire et non scolaire ;
- Un atelier national de formation des formateurs sur le thème citoyenneté, la démocratie, la paix et la non- violence a été organisé en faveur de 33 Directeurs Préfectoraux de la Jeunesse et 2 cadres du département,
- 206 structures formelles et informelles de jeunes identifiées à travers une étude de base ont été formées et outillées en matière de promotion de la paix et la non-violence et ont restitué à leur tour à 1,455 jeunes leaders, des 33 préfectures des quatre grandes régions du pays ;
- 40 jeunes (dont 10 jeunes filles) de 36 structures formelles de 16 préfectures de l'intérieur du pays et de la région de Conakry formés sur l'observation électorale ayant restitué leurs connaissances à 800 jeunes de 19 villes de l'intérieur et de Conakry ;

- 180 jeunes des communautés ont ayant bénéficié de six séances de causeries éducatives sur la culture de la paix, de la non violence et de l'éducation citoyenne dans 6 préfectures à risques;
- une caravane d'éducation civique de masse ayant parcouru les quatre (04) capitales des régions de N'Zérékoré, Kankan, Labé et Kindia. Les activités mises en œuvre sur le parcours de la caravane sont : une marche pour la paix, des émissions radiophoniques animées par l'équipe de la caravane, une conférence débat à laquelle était invitée des jeunes leaders membres des structures de jeunesse, les élèves et les étudiants et un spectacle public gratuit pour la paix et l'unité nationale.
- 12 tables rondes interactives avec 9 radios partenaires et 12 magazines radiophoniques réalisées avec les structures formelles et informelles de jeunes à Conakry et à l'intérieur du pays ayant permis de vulgariser à large échelle des messages au grand public autour des thèmes de la non-violence, de la citoyenneté, du dialogue social et de la paix.

RS4 : Les cadres de dialogues politiques sont renforcées : PNUD et ses partenaires

- l'installation de 122 Directoires de la Commission de Suivi du Code de Bonne Conduite des Partis Politiques a permis d'améliorer le dialogue au niveau local entre les Partis Politiques signataires du Code.
- 06 Tables rondes itinérantes sur l'éducation civique et électorale dans les lycées et universités en faveur de 603 élèves et étudiants dont 133 filles ont été réalisées
- Production de 5000 livrets et 5000 dépliants en français sur l'engagement des jeunes pour un environnement électoral apaisé pour les législatives ;
- 04 spots de sensibilisation sur des législatives crédibles, transparentes et apaisées ont été réalisées en français et 4 principales langues locales en 1109 diffusions au niveau 35 stations de radios Conakry et intérieur du pays ;

III. EVALUATION ET LEÇONS APPRISES

Un exercice d'évaluation de l'ensemble du Programme PBF (y compris le présent projet) a été mené courant avril 2012 par le PBF New York.

Partenariat:

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, des partenariats dynamiques ont été développés entre le PNUD, le Secrétariat Permanent du PBF et les Partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux impliqués dans la mise en œuvre des activités de l'axe Réconciliation nationale du nouveau Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix en Guinée, ce sont :

- Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, MATAD ;
- Ministère de la Défense Nationale ;
- Ministère de la Justice ;
- Ministère de la jeunesse, de l'emploi jeunes et des sports
- Ministère de l'enseignement pré universitaire et de l'éducation civique
- Secrétariat Général des Affaires Religieuses, SGAR,
- Conseil National de la Transition CNT.
- Conseil Economique et Social, CES.
- Conseil National de la Communication, CNC ;

- Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale, CPRRN.
- Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne, CNOSC-G
- Search for Common Ground, SFCG
- National Democratic Institute, NDI
- Association de Coopération pour le Recherche et Développement, ACORD
- West Africa Network for Peace building, WANEP
- Bureau International du Travail, BIT
- OGDH/RPPC/COC-PAIX
- URTELGUI, Medias Partis Politiques
- RAJ-GUI

Défis, Contraintes, Perspectives :

Les principaux défis auxquels la mise en œuvre du projet s'est confrontée sont essentiellement les suivants :

- L'organisation des élections législatives crédibles, transparentes et apaisées en Guinée ;
- L'instauration et la promotion d'un dialogue politique franc et sincère entre les principaux leaders politiques du pays à travers la mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation ;
- La problématique de la paix dans les zones minières et dans les zones à risques de violences électorales et intercommunautaires ;
- Des mutations opérées dans le contexte sociopolitique guinéen ont la création d'une Commission provisoire de réflexion pour la réconciliation nationale (CPRN) en Guinée ;
- La question de la réconciliation nationale, ainsi que le processus devant y conduire véritablement, ne semblaient être partagés par l'ensemble des acteurs nationaux

Contraintes majeurs :

Les contraintes majeures se résument aux différents points suivants :

- Insuffisance de synergie entre les Agences impliquées dans la mise en œuvre du projet conjoint Dialogue/Réconciliation nationale
- Retard dans l'organisation des élections législatives en Guinée et divergences entre la mouvance présidentielle et l'opposition autour des conditions d'organisation des législatives en Guinée ;
- La réalisation du projet a rencontré des difficultés d'ordre purement administratif. La mise en œuvre des activités concrètes a démarré avec un retard dû à la non-réception des fonds à temps par le HCDH Guinée ;
- le recrutement du consultant international ainsi que le financement de ses activités, ont été rendus possible grâce à un préfinancement de la part du PNUD Guinée ;
- l'appui au renforcement des capacités des structures et mécanismes nationaux de réconciliation apporté par le Consultant international a été réorientée vers la Commission Nationale Provisoire de Réconciliation nationale (CNPRN) créée en août 2011, au lieu de la commission solidarité, réconciliation nationale et droits de l'homme du CNT, initialement prévue dans le document de projet. Ce choix semble plutôt plus judicieux, car c'est cette nouvelle structure qui a pour mandat de conduire le processus de réflexion et de consultation, supports du mécanisme de réconciliation qui sera ultérieurement mis en place par les nouvelles autorités guinéennes,

Principales leçons apprises :

Les leçons apprises de ce projet sont multiples, mais les essentielles sont les suivantes :

- les difficultés administratives de réception et de mise à disposition des fonds au niveau d'une Agence, pourraient conduire parfois à des retards dans l'exécution des activités sur le terrain ;
- la réconciliation nationale est un processus qui nécessite du temps et un investissement important dans le renforcement des capacités des acteurs nationaux.
- Le dynamisme et l'approche de collaboration préconisée entre le HCDH, le PNUD et la CPRN augure de lendemains meilleurs au processus enclenché en Guinée. Le principe de l'appropriation nationale étant la toile de fond de toutes les actions menées. Aujourd'hui, le fait que les deux co-présidents et leurs collaborateurs aient bien compris que les enjeux liés à un processus de réconciliation incluent des consultations nationales, constitue déjà une avancée majeure dans le processus d'accompagnement mis en place par le HCDH Guinée. Les bonnes pratiques développées dans ce processus méritent d'être capitalisées.
- Une prise de conscience remarquée au niveau national sur la nécessité de la mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation entre les différents acteurs sociopolitiques du pays

En termes de perspectives pour l'année 2013 :

- Le développement d'un plan d'action d'orientation des activités de la CPRN, ainsi que la mise en œuvre du projet des consultations nationales en appui au processus de réconciliation nationale restent aujourd'hui des activités majeures pour l'année 2013.
- La mise en place de la plateforme nationale des praticiens de la paix en Guinée
- La finalisation de la cartographie des conflits en Guinée et la définition des éléments d'une stratégie nationale de consolidation de la paix et de la prévention des conflits en Guinée
- L'élaboration de la stratégie nationale de consolidation de la paix et de la prévention des conflits en Guinée
- Sensibilisation sur la culture de la paix, la non-violence et la cohabitation pacifique en vue des élections législatives crédibles, transparentes et apaisées
- Développement d'un projet de prévention des conflits et de la consolidation de la paix dans les zones minières de la Guinée et préfectures à risques de violences électorales
- Mise en place d'un système national d'alerte précoce et de réponse rapide en Guinée
- Développement des mécanismes intégrateurs de la dimension Consolidation de la paix et Prévention des conflits dans les PDL des Collectivités locales.
- Développement des initiatives de lutte contre la prolifération et la circulation des armes légères et de petits calibres en Guinée ;
- Le renforcement et la promotion des cadres de dialogues et de concertation (dialogue politique, dialogue social tripartite, dialogue civilo-militaire, dialogue inclusif)

Conclusion :

Dans la dynamique de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la démocratie en Guinée, la poursuite des efforts en termes de formation, des sensibilisations et d'animation des cadres de dialogue et de

concertation notamment au niveau local a favorisé un apaisement du climat social et une réduction sensible des violences intercommunautaires.

Les Agences d'exécution (PNUD, UNESCO, UNICEF, HCDH) à travers le Fonds de Consolidations de la Paix des Nations Unies (PBF) ont apporté une contribution déterminante par le biais des plaidoyers de haut niveau en direction des différents acteurs (Gouvernement , leaders politiques, institutions républicaines, OSC, Sages et leaders religieux , jeunes et femmes etc.) à la coordination et la mobilisation des PTFs sur la promotion du dialogue, de la réconciliation et la réforme du secteur de la sécurité.

Dans le même esprit, les Agences ont poursuivi les actions de sensibilisation et de formation sur la culture de la paix ainsi que l'accompagnement de diverses initiatives dont la mise en place et l'opérationnalisation de la Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale, l'élaboration et l'adoption par le Conseil National de Transition d'un Pacte de convergence et de stabilité sociale comme outil de régulation sociale en Guinée, l'élaboration et la vulgarisation du code des journalistes et des partis politique, la mise en place des structures de prévention et de gestion des conflits et des cellules d'alertes précoces à base communautaires, ainsi que la mise en place des directoires de suivi et de veille et leurs démembrements au niveau local.

ii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:

	Indicateurs <u>atteints</u>	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
Effet direct 1⁶ Indicateur: Indicateur de référence: Indicateur cible:			
Produit 1: La réconciliation est effective entre les guinéens : Indicateur 1.1.1 Les capacités des structures nationales responsables des orientations stratégiques en matière de réconciliation nationale sont renforcées d'actions concertées Indicateur de référence: Indicateur cible:	La CPRN a mené d'importantes activités. Le HCDH lui apporte son appui dans le développement d'une stratégie de communication vers la population, dans la mise en œuvre d'un projet des consultations nationales. Deux importants séminaires internationaux organisés par le HCDH en lien avec la CPRN, le PNUD, et avec une contribution d'OSIWA et de l'OIF	Situation politique tendue en Guinée ; Réorientation des ressources vers la CNPRN	Rapports d'activités
Indicateur 1.1.2 Un spécialiste est disponible en appui aux acteurs et mécanismes nationaux Indicateur de référence: Indicateur cible:	Recrutement et mise à disposition d'un consultant international par le HCDH en lien avec le PNUD	Faibles capacités de la CPRN à réaliser une telle action dès son installation	Contrat du consultant. Rapport d'étape transmis par le HCDH à la Coordination du Programme PBF en mai 2012
Indicateur 1.1.3: Les structures et mécanismes nationaux d'orientation stratégiques sur la réconciliation nationale sont dotés de cadres stratégiques Indicateur de référence: Indicateur cible:	Elaboration et finalisation/validation d'un projet de consultations nationales en lien avec le Comité de pilotage du Programme PBF en Guinée L'appui de la CNPRN pour l'élaboration d'un plan d'action stratégique de réconciliation nationale est en cours	Indisponibilités des fonds alloués Faibles capacités de la CNPRN à réaliser une telle action dès son installation	Rapport d'activités Existence du projet CoNarGui

⁶ Note: Les effets, résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu'ils apparaissent sur le document du projet/Plan Prioritaire ou PMP** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc.

<p>Résultats / Produit 1.2 : La prévention et la gestion des conflits sont prises en compte au niveau local/communautaire</p> <p>Indicateur 1.2.1 : 34 ateliers préfectoraux sont organisés pour renforcer les capacités des intervenants et des mécanismes locaux de gestion des conflits ;</p> <p>Indicateur de référence:</p> <p>Indicateur cible:</p> <p>Indicateur 1.2.2 : Nombre de médiateurs formés sur les mécanismes locaux d’alerte précoce et de résolution des conflits</p> <p>Indicateur de référence: au moins 10 bulletins préfectoraux d’informations sont publiés sur les dynamiques locales de gestion des conflits ;</p> <p>Indicateur cible:</p> <p>Indicateur 1.2.3 :Nombre d’actions des structures locales de paix (comités locaux de résolution des conflits) réalisées et appuyées dans le cadre de la résolution pacifique des conflits y compris les conflits liés au processus électoral</p> <p>Indicateur 1.2.4 :Nombre d’actions des structures locales de paix (comités locaux de résolution des conflits) réalisées et appuyées dans le cadre de la résolution pacifique des conflits y compris les conflits liés au processus électoral</p>	<p>La tenue de 8 ateliers régionaux sur l’analyse des conflits, l’alerte précoce et la réponse rapide en faveur de 245 acteurs locaux étatiques et non étatiques;</p> <p>33 ateliers de formation et de sensibilisation sur la culture de la paix et la prévention des violences électorales dans les 33 préfectures du pays</p> <p>La formation en Basse Guinée de 48 médiateurs citoyens dont 11 femmes sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux.</p>		<p>Rapports des ateliers</p> <p>Compte rendu des réunions du groupe de la synergie pour la prévention des conflits</p>
	<p>03 bulletins trimestriels d’alerte précoce sont édités et publiés</p>		<p>Contrat de publication des bulletins</p> <p>Copie des bulletins édités et publiés</p> <p>Rapport d’activités</p>
	<p>L’organisation d’une série de sensibilisation en faveur de 450 personnes ressources dont 212 femmes sur la cohabitation pacifique et l’unité nationale en vue des législatives crédibles, transparentes et apaisées en Guinée;</p> <p>01 comité de médiation sur la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux a été mis en place</p> <p>10 tables rondes sur la cohabitation pacifique, rôles et responsabilités des acteurs sociaux dans la prévention et la résolution pacifique des conflits électoraux et post électoraux ont été réalisées par les acteurs locaux eux-mêmes</p>		<p>Rapport d’activités</p> <p>Compte rendu des missions de suivi et évaluation</p>
<p>Résultats / Produit 1.3 : L’unité nationale et la citoyenneté sont consolidées</p>	<p>01 atelier de formation et de revue du code de bonne conduite des journalistes en faveur de 38 professionnels des médias est organisé</p>		<p>Rapport d’activités</p> <p>Contrat et Plan de diffusion des spots et</p>

<p>Indicateur 1.3.1 : Un code de bonne conduite des journalistes révisé et les capacités des journalistes renforcées Indicateur de référence: Indicateur cible: code de bonne conduite des journalistes disponible et Un monitoring /évaluation des medias est réalisé</p> <p>Indicateur 1.3.2 Programme de spots et d'émissions éducatives portant sur la thématique de la coexistence pacifique, la réconciliation nationale, et la responsabilité civique notamment. Indicateur de référence: # de spots et microprogrammes réalisées et diffusés sur la paix Indicateur cible: 38 émissions radiophoniques et télévisuelles sur la culture de la paix</p>	<p>01 atelier de formation en faveur de 33 producteurs et techniciens de radio sur la réalisation des émissions interactives sur la consolidation de la paix est organisé ;</p> <p>01 rapport de monitoring /évaluation des médias par le Directoire de Suivi et de Veille sur le Code de Bonne Conduite des Médias est élaboré et partagé ;</p> <p>38 émissions radiophoniques et télévisuelles sur la culture de la paix en français et dans 4 principales langues locales du pays sont réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 16 spots radiophoniques, 02 spots télé, ✓ 02 émissions télévisées de théâtre participatif : TABOULE, ✓ 18 magazines radiophoniques: BARADA 		<p>microprogrammes avec les medias partenaires</p> <p>Copie des CD ROW des spots et microgrammes</p>
<p>Indicateur 1.3.3 Une caravane de sensibilisation sillonne tout es les écoles des préfectures à haut risque de tension et les maisons de jeunes Indicateur de référence: # de jeunes encadrés sur la citoyenneté et de clubs de paix mis en place Indicateur cible:1500 jeunes encadrés dont 150 jeunes filles</p>	<p>38 Clubs de la paix équipés d'unités de sonorisation dans les 33 préfectures et les 5 Communes de Conakry</p> <p>Deux sessions de formation organisées en faveur des 38 clubs de paix sur l'élaboration des messages de paix et l'animation citoyenne</p> <p>35 séances de restitutions ayant touchés 1455 jeunes leaders à Conakry et à l'intérieur du pays.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 1498 jeunes encadrés pour 189 jeunes filles ▪ 206 jeunes engagés dans des activités de promotion de la non-violence, du dialogue social et de la paix ▪ 40 jeunes habilités à l'observation électorale <p>180 jeunes ayant bénéficié de causeries éducatives dans six localités</p> <p>3310 personnes touchées pour l'ensemble des activités de la caravane :</p> <p>(03) conférences-débats autour du thème : «Dialogue Citoyen »,</p>		<p>Listes des participants</p> <p>Rapport d'activités</p> <p>Supports audiovisuels</p>

	Près de 4,000 personnes et les membres des 206 clubs de jeunes et les 180 jeunes organisateurs des deux caravanes.		
<p>Résultats / Produit 1.4 : Les cadres de dialogues politiques sont renforcées</p> <p>Indicateur 1.4.1 : Installation de 33 démembrements des comités de suivi du code de bonne conduite des partis politiques</p> <p>Indicateur de référence: # de démembrements du comité de suivi du code de bonne conduite des partis politiques mis en place</p> <p>Indicateur cible:</p> <p>Indicateur 1.4.2 : Reproduction d'au moins 100.000 exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques en français et dans les langues nationales</p> <p>Indicateur de référence: Nombre d'exemplaires du code de bonne conduite des partis politiques</p> <p>Indicateur cible: code de bonne conduite des partis politiques</p> <p>Indicateur 1.4.3 : Production et diffusion de 6 débats radio télévisés sur le respect du code de bonne conduite des partis politiques</p> <p>Indicateur de référence: Nombre de spots et d'émissions réalisées</p> <p>Indicateur cible: code de bonne conduite de partis politiques et spots et microprogrammes d'apaisement social</p>	<p>l'installation de 122 Directoires de la Commission de Suivi du Code de Bonne Conduite des Partis Politiques a permis d'améliorer le dialogue au niveau local entre les Partis Politiques signataires du Code.</p> <p>Production de 5000 livrets et 5000 dépliants en français sur l'engagement des jeunes pour un environnement électoral apaisé pour les législatives ;</p>		<p>Rapports d'activités</p> <p>PV de mise en place des démembrements</p> <p>Copies des exemplaires des dépliants et livrets</p>
	<p>04 spots de sensibilisation sur des législatives crédibles, transparentes et apaisées ont été réalisées en français et 4 principales langues locales en 1109 diffusions au niveau 35 stations de radios Conakry et intérieur du pays ;</p> <p>06 Tables rondes itinérantes sur l'éducation civique et électorale dans les lycées et universités en faveur de 603 élèves et étudiants dont 133 filles ont été réalisées</p>		<p>Copie des exemplaires des CD ROW</p> <p>Rapport d'activités</p> <p>Plan de diffusion des spots et contrat de partenariat avec les medias</p>

iii) Une illustration narrative spécifique

Dans une approche participative et inclusive, les partenaires de réalisation ont contribué efficacement à améliorer la perception des acteurs clés sur la manière dont les conflits peuvent être prévenus et résolus pacifiquement au niveau local et central à travers la mise en place et le renforcement des cadres de dialogue et concertation. C'est un effort conjugués de plusieurs intervenants dans le pays.

Dans la même dynamique, à la demande des forces vives du pays, le Président de la République a accepté la mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation avec les acteurs politiques, cadre, certes qui a du mal à fonctionner mais qui va constituer s'il est accompagné et encadré la solution aux problèmes blocage liés à l'organisation des prochaines élections législatives en Guinée.

Un pont est en train d'être renforcé entre le PBF et le Programme Prévention des Conflits et des Crises en Guinée pour consolider les acquis du PBF en matière de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Guinée.

Dynamique de conflits adressés:

Les principaux défis auxquels la mise en œuvre du projet s'est confrontée sont essentiellement les suivants :

- Des mutations opérées dans le contexte sociopolitique guinéen dont la création d'une Commission provisoire de réflexion pour la réconciliation nationale (CPRN) en Guinée ;
- La question de la réconciliation nationale, ainsi que le processus devant y conduire véritablement, ne semblaient être partagés par l'ensemble des acteurs nationaux.
- L'absence de cadre permanent de dialogue et de concertation entre acteurs notamment au niveau central pour réfléchir sur les questions de blocages liées à l'organisation des prochaines élections législatives en Guinée ;
- La crispation du climat politique entre les acteurs politiques sur les modalités d'organisation des législatives a entraîné une escalade des violences intercommunautaires notamment à Conakry avec des pertes en vies humaines, de nombreux blessés graves et des pertes importantes en matériels.

Interventions du projet:

- Le dynamisme et l'approche de collaboration préconisée entre le HCDH, le PNUD et la CPRN augurent de lendemains meilleurs au processus enclenché en Guinée. Le principe de l'appropriation nationale étant la toile de fond de toutes les actions menées. Aujourd'hui, le fait que les deux co-présidents et leurs collaborateurs aient bien compris que les enjeux liés à un processus de réconciliation incluent des consultations nationales, constitue déjà une avancée majeure dans le processus d'accompagnement mis en place par le HCDH Guinée.
- Les changements majeurs sont perçus au niveau des acteurs sociopolitiques gouvernementaux et non gouvernementaux sur la nécessité de la mise en place d'un cadre national permanent de dialogue et de concertation en tant qu'espace privilégié de règlement des conflits qui fragilise le tissu social en Guinée.

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Un monitoring des medias par le directoire de suivi et de veille du code de bonne conduite des medias a été réalisé et a permis aux professionnels des medias de tirer les leçons des dérives de certains professionnels en matière de recherche et de traitement de l'information. |
| Résultat: <ul style="list-style-type: none">- Un changement majeur produit est la mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation entre les acteurs clés du pays ; |

I. Modalités de suivi

- Présenter le système de suivi et comment les informations ont été utilisé pour identifier des leçons tirés.
- Faire référence aux revues techniques, d'évaluation externe etc.

Le projet est suivi par :

- un comité technique de gestion regroupant les points focaux des départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre directe du projet, des agences onusiennes bénéficiaires (PNUD, HCDH, UNESCO et UNICEF) et les ONG de réalisation ;
- la supervision générale est assurée par le secrétariat permanent du Fonds de Consolidation de la paix, pour impulser de nouvelles dynamiques et des orientations stratégiques au programme.
- Des sessions du comité technique et du comité de pilotage du PBF sont organisées pour
- des revues d'évaluations des projets PBF à mi-parcours ;

IV. Révisions programmatiques (le cas échéant)

- Indiquer toute modification importante dans les stratégies, les objectifs ou les résultats clés qui ont eu lieu.

Afin de contribuer efficacement à la consolidation des acquis du PBF en Guinée, trois nouveaux projets extraits du projet dialogue ont été soumis au comité de pilotage pour examen et validation : Projet de Renforcement de la confiance de Partis Politiques et de l'Electorat (RECOPEL), le projet des consultations de proximité pour la réconciliation nationale (CoNarGui) et le nouveau projet dialogue à impact rapide.

V. Ressources (Optionnel)

- Fournir des informations sur la gestion financière, l'approvisionnement et les ressources humaines.
- Indiquer si le programme a mobilisé des ressources supplémentaires ou des interventions d'autres partenaires.

Le Programme Prévention des Conflits et des Crises en Guinée en collaboration avec le Secrétariat permanent du PBF, a contribué à la prise en charge de deux experts internationaux d'appui au programme PBF mais aussi au financement de certaines actions catalytiques initiées par le PBF notamment étude sur la cartographie des conflits en Guinée et l'élaboration de la stratégie nationale de prévention des conflits et de la consolidation de la paix en Guinée.